



Anti-Slavery International

Éradiquer la mendicité forcée des enfants au Sénégal
Evaluation finale indépendante: Termes de référence

Les partenaires: Anti-Slavery International, Tostan, RADDHO

Anti-Slavery International (ASI) recherche un consultant pour mener l'évaluation finale de deux projets au Sénégal. Menés en partenariat avec Tostan et la RADDHO et financés par Comic Relief et le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail (DRL) du département d'État américain, ces deux projets interdépendants ont contribué à éradiquer les pratiques de mendicité forcée des enfants au Sénégal.

1. Contexte

1.1. À propos d'Anti-Slavery International

Anti-Slavery International (ASI) est une organisation fondée en 1839 afin de lutter contre l'esclavage et pratiques analogues à travers le monde. L'esclavage, la servitude et le travail forcé violent les libertés individuelles et privent des millions de personnes de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Anti-Slavery International mène des actions à travers le monde aux niveaux local, national et international afin d'éradiquer l'esclavage. Parmi ces actions figurent, par exemple, la réalisation d'études sur les pratiques esclavagistes, l'intervention auprès de gouvernements et d'agences intergouvernementales afin que ceux-ci adoptent des mesures de prévention et de lutte contre l'esclavage ou encore le soutien aux organisations locales et nationales travaillant à l'éradication de l'esclavage au travers d'activités de sensibilisation, de plaidoyer et d'assistance aux victimes.

1.2 À propos de Tostan

Tostan est une Organisation Non Gouvernementale créée en 1991 au Sénégal et dont le siège se situe à Dakar. Sa mission est de renforcer les capacités des communautés en Afrique pour un développement durable et une transformation sociale positive dans le respect des droits humains. Tostan renforce les capacités des communautés afin qu'elles puissent développer et réaliser leur vision pour l'avenir et inspirer des mouvements à grande échelle en faveur de la dignité pour tous. Tostan intervient dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest à savoir la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali et le Sénégal. Depuis 30 ans, les programmes de Tostan ont touché plus de 3 millions de femmes, filles, hommes et garçons et ont permis aux communautés africaines de relever des défis majeurs afin d'accéder au développement, en matière de gouvernance, d'éducation, de santé, d'environnement et de croissance économique. Nos programmes s'inscrivent dans les Objectifs de Développement Durable, notamment l'objectif 3 sur la santé, l'objectif 4 sur l'éducation, l'objectif 5 sur l'égalité des sexes et l'objectif 16 sur les sociétés justes, pacifiques et inclusives. A long terme, les impacts du programme de Tostan contribuent également à mettre fin à la pauvreté (objectif 1) en renforçant la

résilience des communautés en Afrique pour réduire leur vulnérabilité aux chocs et aux catastrophes économiques, sociaux et environnementaux. En outre, Tostan emploie et forme en moyenne 700 hommes et femmes d'Afrique de l'Ouest en leur fournissant l'opportunité de ce qui est souvent un premier emploi. Tostan opère à travers une approche culturellement sensible et participative pour éduquer et responsabiliser les adultes et les adolescents, afin que les participants soient outillés pour mener à bien des transformations sociales positives pour leur communauté et celles environnantes.

1.3 À propos de la RADDHO

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) laïque, non partisane et à but non lucratif, créée le 21 avril 1990 à Dakar. Elle est membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) depuis 1991 et dispose d'un Statut consultatif spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies depuis 2005. La RADDHO a pour mission de promouvoir, défendre et protéger les Droits de l'Homme au Sénégal et en Afrique en : veillant au respect de la vie et de la dignité humaine ; promouvant l'exercice plein et entier de la citoyenneté, notamment l'égalité effective des droits entre citoyens ; - contribuant à l'émergence et à la consolidation de l'Etat de droit et de la démocratie et au rapprochement des peuples en Afrique.

1.4 Contexte des projets

Projet 1. Lutte contre l'esclavage traditionnel basé sur l'ascendance et la mendicité forcée des enfants et la réintégration d'anciens esclaves dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest

Le projet financé par DRL a été lancé en septembre 2018 et a été mis en œuvre dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest (Niger, Mauritanie, Sénégal et Nigéria) pour contribuer à l'éradication des pratiques d'esclavage.

La présente évaluation n'évaluera que les composantes du projet mises en œuvre au Sénégal, en partenariat avec la RADDHO (septembre 2018 - novembre 2020). Il s'agissait notamment d'actions de plaidoyer aux niveaux régional, national et international pour promouvoir la mise en œuvre effective du programme de réforme des écoles coraniques et l'adoption d'actions concertées et coordonnées en faveur des enfants talibé, ainsi que des campagnes de communication et des projets artistiques pour sensibiliser la population sénégalaise à la situation des enfants talibé et les mobiliser autour du projet de modernisation des écoles coraniques.

Pour plus de détails sur les objectifs, résultats et activités du projet, voir le cadre logique ci-dessous:

Objectif 2: Les systèmes juridiques et politiques qui identifient et protègent les personnes vulnérables à l'esclavage en Mauritanie, au Niger et au Sénégal sont renforcés	
Activités	Produits
<p>Ensemble d'activités 3: Renforcer les cadres juridiques pour éradiquer l'esclavage</p> <p>Sénégal :</p> <p>a Former 120 inspecteurs de Daara d'État au Sénégal sur la protection de l'enfance, les droits de l'enfant et la réglementation des daara</p>	<p>Sénégal :</p> <p>- 120 inspecteurs de l'État ont reçu une formation ciblée sur la protection de l'enfance, les droits de l'enfant et la réglementation des daara</p>
<p>Ensemble d'activités 4: Plaidoyer pour améliorer la capacité des États à répondre aux besoins des personnes vulnérables à l'esclavage</p>	<p>Sénégal :</p> <p>- Réunions tenues avec les responsables sénégalais pour promouvoir l'identification</p>

<p>Sénégal :</p> <p>a Réunions régulières avec les autorités nationales sénégalaises pour promouvoir l'identification légale, la réglementation et l'inspection des daaras et l'application effective des lois sur la mendicité des enfants</p> <p>b Entreprendre un plaidoyer et s'engager auprès des responsables nationaux et des mécanismes régionaux pertinents pour promouvoir leur soutien à la réforme des daaras</p> <p>c Élaborer de manière collaborative des soumissions aux mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies, sur la base des contributions de la communauté</p>	<p>statutaire, la réglementation et l'inspection des daaras et l'application effective des lois sur la mendicité des enfants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soumissions faites aux mécanismes des Nations Unies sur la base des contributions de la communauté
<p>Objective 3: Les populations nationales, les gouvernements et les OSC comprennent mieux et soutiennent les mesures visant à éradiquer la mendicité forcée des enfants au Sénégal et au Nigéria</p>	
<p>Activités</p>	<p>Produit</p>
<p>Ensemble d'activités 5: Sensibiliser le public et renforcer sa compréhension de la mendicité forcée des talibé</p> <p>Sénégal :</p> <p>a Engagement avec les médias et la communauté créative (musiciens, artistes, etc.), contribuant au dialogue national sur les questions sociales au Sénégal et la nécessité d'une réglementation des daara</p>	<p>Sénégal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 programmes radio stratégiques sur les besoins de régulation des daara diffusés chaque année - 1 x Atelier et financement de projets artistiques pour promouvoir la régulation des daara et la fin de la mendicité forcée des enfants talibé au Sénégal

Projet 2. Éradiquer la Mendicité Forcée des Enfants au Sénégal

Financé par Comic Relief, ce projet est mis en œuvre en partenariat avec Tostan et la RADDHO (juin 2016 - mai 2021). L'objectif principal de cette initiative est de soutenir les communautés dans la définition et la mise en œuvre de stratégie d'élimination des pratiques de mendicité dans les écoles coraniques, tout en renforçant le cadre politique, juridique et institutionnel pour une meilleure régulation des écoles coraniques et la mise en œuvre effective des lois relatives à la mendicité des enfants.

<p>Résultat 1</p> <p>Les daaras dans les zones du projet mettent fin à la mendicité des enfants et améliorent les conditions de vie, le niveau d'éducation et la capacité des talibés à influencer les décisions concernant leur vie</p>	<p>Indicateur a : Nombre de talibé dans les daaras qui ont cessé ou réduit sensiblement la mendicité des enfants en vue d'y mettre fin</p> <p>Indicateur b : Nombre de daaras œuvrant pour le respect des dispositions de la loi réglementant les daaras</p>
<p>Résultat 2</p> <p>L'Inspection du Daara, le Ministère de la Justice et les Comités Départementaux de Protection de l'Enfant (CDPE) travaillent en collaboration avec les partenaires / communautés du projet et les recommandations du projet pour mettre fin à la mendicité et à l'exploitation des enfants à travers le Sénégal.</p>	<p>Indicateur a : nombre de recommandations de la communauté et des partenaires reflétées dans les politiques, programmes, plans ou directives du gouvernement national</p> <p>Indicateur b : nombre d'occasions auxquelles le gouvernement sénégalais est obligé de répondre formellement aux messages de plaidoyer des partenaires du projet</p>

	Indicateur c : nombre de recommandations de la communauté et des partenaires reflétées dans les politiques, programmes ou actions des gouvernements locaux / régionaux
Résultat 3 La population sénégalaise et les parties prenantes nationales et internationales soutiennent l'adoption de mesures de soutien à la réforme du daara (y compris les ressources).	Indicateur a : Nombre de daaras bénéficiant d'une aide de l'État pour introduire des normes améliorées conformément au programme de modernisation. Indicateur b : Nombre d'abonnés et interactions avec la page Facebook du projet Indicateur c : Nombre d'acteurs du développement / des droits de l'homme (nationaux / internationaux) qui soutiennent, promeuvent et financent activement la réforme du daara et la fin de la mendicité des enfants.

2 Portée de l'évaluation

La tâche du consultant sera de produire deux rapports d'évaluation qui mettront en avant l'impact (à travers les critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience, de durabilité, de reproductivité, d'échelle et autres) et les leçons tirées des deux programmes (y compris dans le contexte de la pandémie de COVID-19).

Plus précisément, le/a consultant(e) devra:

- Valider les TdR et la méthodologie de recherche, et développer un plan de travail en collaboration avec Anti-Slavery International. Les questions éthiques, de santé et de sécurité devront être prises en compte pendant toute la durée de la consultance, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19.
- Examiner et/ou collecter les informations documentaires disponibles conformément au plan de travail et à la méthodologie convenus.
- Mener des entretiens téléphoniques/par internet, et sur le terrain conformément à la méthodologie convenue et aux considérations éthiques, avec les bénéficiaires, les partenaires et les membres de la communauté.
- Analyser les données collectées, présenter les résultats à ASI et aux partenaires Tostan et la RADDHO.
- Sur la base des enseignements tirés, fournir et présenter des recommandations pratiques et claires pour de futures initiatives visant à améliorer la situation des enfants vulnérables à la mendicité forcée au Sénégal.

3. Besoins et objectifs de l'évaluation

Le but de l'évaluation, comme indiqué ci-dessus, est d'évaluer l'effet des projets financés par DRL et Comic Relief et d'émettre des recommandations pratiques et des enseignements pour de futures initiatives de recherche et de dissémination. Pour ce faire, l'évaluateur/trice concentrera son analyse sur l'approche communautaire et les volets communication et plaidoyer.

Les questions de recherche de l'étude sont les suivantes :

L'approche communautaire (questions portant sur l'efficacité)

1- Quel fut le niveau de pertinence des critères de sélection des communautés avec lesquelles le projet a collaboré ? Dans quelle mesure est-ce que les critères utilisés pour choisir les maîtres coraniques qui ont été associés au projet étaient-ils pertinents/appropriés ?

2- Y a-t-il eu de réels changements durables dans la mentalité des communautés ciblées à propos de la mendicité des enfants ou ces changements sont-ils seulement le résultat des fonds mis à leur disposition à travers leur participation au programme ? En d'autres termes, que se passerait-il si le soutien aux communautés/daara s'arrêtait ? Les anciennes pratiques de mendicité referaient-elles surface ?

3- Quels sont les différents éléments, critères ou aspects qui assurent ou renforcent l'efficacité de l'approche communautaire en termes d'élimination ou de réduction significative de la mendicité et autres formes d'abus ainsi que de pérennité des changements réalisés ? Y'a-t-il des caractéristiques particulières aux communautés ou aux daara qui conduisent à des résultats plus fructueux ? (Taille, démographie, localité, daara fixe/mobile etc.) ?

4- Quels obstacles empêchent les membres de la communauté de dénoncer les cas de maltraitance ou d'exploitation d'enfants ? Comment pourraient-ils être surmontés ?

Le rôle des 'marraines et des structures communautaires (questions portant sur l'efficacité)

1- Dans quelle mesure les réseaux de marraines sont-ils efficaces pour mettre fin aux pratiques de mendicité dans les écoles coraniques ? Quelles sont les limites de l'approche des marraines ? Par exemple, constitue-t-elle un fardeau pour les femmes, ou renforce-t-elle une division genrée des rôles traditionnels hommes/femmes ?

2- Quel est le rôle des structures communautaires mises en place par le projet pour mettre fin à la mendicité forcée des enfants (notamment l'ADEK, réseau de marraines, Club de Protection de l'Enfant), et dans quelle mesure ces structures sont-elles indépendantes des maîtres coraniques ?

3- Dans quelle mesure et comment les Clubs de Protection de l'Enfant (CPE) ont-ils servi les objectifs plus larges du projet en termes d'éradication de la mendicité forcée des enfants ?

4- Dans quelle mesure les autorités locales ainsi que les Inspecteurs des Daara ont-ils été impliqués dans la réalisation des objectifs du projet de mettre fin à la mendicité forcée des enfants ? Dans quelle mesure ont-ils collaboré avec tous les acteurs de la communauté, y compris les maîtres coraniques ? Comment cette collaboration aurait-elle pu être renforcée ?

Communication et stratégie de plaidoyer (questions portant sur l'efficacité et la pertinence)

1- Les efforts de communication et de plaidoyer du projet ont-ils mené à des changements durables dans les perceptions de la population sur les questions de mendicité forcée des enfants talibé et du programme de modernisation des daara ? Si oui, y a-t-il des tendances/facteurs démographiques perceptibles à l'œuvre dans ces changements (par exemple, âge, sexe, milieu urbain ou rural etc.) ?

2- Le projet a-t-il sélectionné les outils de communication les plus pertinents ? Quels autres outils ou méthodes auraient pu avoir davantage d'impact ?

3- Dans quelle mesure la population ciblée a-t-elle été réceptive aux principaux messages de communication du projet ? La manière dont la question talibé a été posée et présentée à la population était-elle la plus pertinente pour provoquer un changement de perception et de mentalité ? Quels autres arguments auraient pu avoir davantage d'impact ?

4- Dans quelle mesure l'approche de modernisation des daara soutenue par le projet a-t-elle été stratégique pour mettre fin à la mendicité forcée et autres formes d'abus ? Quels étaient les acquis et faiblesses de cette approche ? Quelle(s) approche(s) alternative(s) auraient pu être plus efficaces ?

5- Dans quelle mesure le projet a-t-il été efficace pour faire pression sur les responsables gouvernementaux et les législateurs ? Y a-t-il des changements dans les politiques/législations qui peuvent être attribués au plaidoyer du projet ?

6. Dans quelle mesure les formations des Inspecteurs des Daara ont eu un impact sur la façon dont ils comprennent leur rôle (approche sur les droits de l'enfant, élimination de la mendicité etc.), et leur niveau d'engagement avec les daara, ou maîtres coraniques, de leur circonscription ?

6- Dans quelle mesure l'évolution du projet vers un plaidoyer plus régional (ex. travail avec les CDPE) a-t-elle été efficace ?

7- Dans quelle mesure la collaboration entre la RADDHO et Tostan a-t-elle été efficace ? Comment aurait-elle pu être renforcée ?

8- Dans quelle mesure le plaidoyer de la RADDHO a-t-il eu un effet sur la vie des communautés soutenues par Tostan (y compris le travail avec les inspecteurs de Daara) ? Et dans quelle mesure les perspectives et besoins exprimés par les communautés ont-ils influencé le développement du plaidoyer de la RADDHO ?

9- Dans quelle mesure les activités de plaidoyer international (ONU, TIP etc.) d'Anti-Slavery International ont-elles eu un impact sur la réponse politique, institutionnelle et financière apportée par le gouvernement sénégalais et d'autres parties prenantes à la problématique des enfants talibé ?

4. Méthodologie

ASI tiendra compte des principes de Bond¹ lors de l'examen des documents d'approche des candidats et nous aimerions que les méthodologies proposées respectent ces principes dans la mesure du possible.

L'approche de l'évaluation devrait comprendre des éléments d'analyse des contributions et d'évaluation des bénéficiaires. La méthodologie de l'évaluation sera principalement de nature qualitative, avec potentiellement des outils quantitatifs en complément. Les deux rapports de l'évaluation (couvrant respectivement les éléments des projets DRL et Comic Relief) devront tirer des conclusions d'ordre général sur la base de la recherche documentaire, des entretiens et/ou des groupes de discussion.

La proposition méthodologique devra inclure :

Sources secondaires / collecte de données :

- Lire et analyser la documentation du projet et des autres documents pertinents. L'objectif est de synthétiser et de vérifier les informations existantes dans le cadre de l'évaluation. Des données supplémentaires ne devraient être collectées que lorsque les principales données primaires ne sont pas disponibles.

Sources primaires / collecte de données :

- Entretiens avec ASI, Tostan et la RADDHO
- Entretiens et discussions de groupe avec des bénéficiaires et membres de la communauté
- Entretiens avec un échantillon sélectionné de parties prenantes ciblées par le projet

La méthodologie sera finalisée par ASI et le/la consultant(e) sélectionné(e) au début du contrat et fera partie des TdRs de cette évaluation.

Les interlocuteurs de l'évaluateur/trice, pendant toute la durée de l'évaluation, seront Emmanuelle Tremeau, Chargée de Programme Afrique à Anti-Slavery International (e.tremeau@antislavery.org), et Guido Quiroga, Responsable Suivi Evaluation à Anti-Slavery International (g.quiroga@antislavery.org).

Processus de l'évaluation

¹ <https://www.bond.org.uk/resources/evidence-principles>

Dans les premiers jours de la consultance, l'évaluateur/trice préparera un plan de travail qui opérationnalisera les termes de référence. Le plan de travail couvrira les éléments suivants: les attentes de l'évaluation; rôles et responsabilités au sein de l'équipe d'évaluation; élaboration des questions d'évaluation; méthodes et outils de collecte de données; les risques, y compris les biais et la manière dont ils seront atténués; calendrier du processus d'évaluation; aperçu du rapport d'évaluation final.

Le plan de travail sera approuvé par la Manager du Programme Afrique d'ASI et le Responsable Suivi Évaluation d'ASI en consultation avec les partenaires, la RADDHO et Tostan. Celui-ci déterminera la manière dont l'évaluation doit être menée.

Une fois que le plan de travail est approuvé et que le travail de terrain est effectué, le/la consultant(e) devra :

1. Présenter un aperçu / ébauche préliminaire des résultats à tous les partenaires du projet et recueillir des commentaires avant de préparer les rapports d'évaluation de Comic Relief et DRL. Les rapports devront inclure des informations sur le processus à travers lequel les résultats préliminaires ont été partagés et discutés, et comment les changements qui en ont résulté ont été inclus dans le rapport.

2. Soumettre des ébauches à ASI et aux partenaires pour recueillir leurs feedback et commentaires afin de minimiser les risques d'inexactitudes et permettre à l'équipe de mieux s'approprier des conclusions de l'évaluation.

3. Soumettre deux rapports d'évaluation finaux en français à ASI et aux partenaires, comprenant chacun un résumé exécutif et des recommandations. Les recommandations devront également inclure des détails sur la manière dont elles pourraient être mises en œuvre.

Le(s) consultant(e/s) prépareront deux rapports d'évaluation (15-20 pages chacun, sans compter les annexes), provisoires et finaux, qui détailleront la méthodologie de l'évaluation, les principaux résultats et les recommandations. Les rapports devront être rédigés pour des professionnels du secteur, et notamment des responsables gouvernementaux et responsables d'ONGs.

Les rapports d'évaluation devront respectivement contenir :

1. Résumé
2. Informations générales sur le contexte du projet et les partenaires
3. Objectif du rapport d'évaluation
 - a. Questions de recherche
4. Méthodologie appliquée
5. Constatations et analyse
6. Conclusions
7. Recommandations, y compris des détails sur la manière dont elles pourraient être mises en œuvre.
8. Annexes

Chacun des deux rapports ne devra pas dépasser 15 à 20 pages (sans compter les annexes), être rédigé en français et présenté à ASI par voie électronique, dans un format compatible avec MS Word. Les rapports finaux seront mis à la disposition des collègues d'ASI, Tostan et la RADDHO, et partagés avec Comic Relief et DRL respectivement.

4. Préparer et délivrer une présentation des résultats de l'évaluation finale en français aux partenaires pour faciliter la réplique de la présentation par Tostan et la RADDHO dans les zones du projet - avec la présence des communautés (maîtres coraniques, ADEK, CPE, mairaines, etc.) dans les régions ; et

des acteurs institutionnels (CDPE, inspecteurs, etc.) à Dakar pour assurer la pérennisation des activités du projet. Cet atelier de partage des résultats sera virtuel, ou bien en présentiel et virtuel (pour qu'ASI puisse y assister) si l'évaluateur est basé à Dakar.

La consultance ne sera considérée comme finalisée que lorsque tous les produits livrables auront été officiellement approuvés par ASI.

5. Calendrier

L'évaluation se déroulera sur une période de fin Mars - Mai, avec un rapport final remis au plus tard le 31 Mai 2021. Le rapport initial et le plan de travail seront présentés à une date convenue après la signature du contrat.

La charge de travail estimée pour le projet s'élève à 30 jours maximum comme suit :

- Examen de la documentation du projet et développement de la méthodologie et du plan de travail : jusqu'à 4 jours
- Entretiens à distance avec AS : jusqu'à 2 jours
- Travail de terrain : entretiens avec Tostan/la RADDHO, les communautés et les parties prenantes : jusqu'à 15 jours (3 jours à Dakar; 3 jours à Thiès; 3 jours à M'bour; 3 jours à Kaolack; 3 jours au Fouta - y compris les jours/demi-journées de voyage entre les différentes zones)
- Analyse, révisions et rapports finaux : jusqu'à 8 jours
- Préparation et tenue d'un atelier de partage des résultats finaux de l'évaluation virtuel, ou bien en présentiel et virtuel (pour qu'ASI puisse y assister) si l'évaluateur est basé à Dakar : 1 jour

Le / les consultant (s) doivent être disponibles dès que possible et les rapports devront être finalisés au plus tard le 31 Mai.

6. Qui nous recherchons

Le consultant sélectionné travaillera en étroite collaboration avec ASI, Tostan et la RADDHO pour produire le rapport de l'évaluation finale. Ils s'appuieront sur leur expertise professionnelle, leurs recherches documentaires, les perspectives des partenaires du projet et d'autres parties prenantes clés, en particulier les communautés et les talibé eux-mêmes. Nous rechercherons des candidats qui ont de l'expérience et de l'expertise dans la conduite d'évaluations de projets, et notamment dans la conduite de groupes de discussion et d'entretiens individuels axés sur des sujets sensibles d'ordre culturel et religieux, les droits de l'enfant, et les questions économiques et sociales.

Le/a consultant(e) doit avoir une solide expérience dans la collecte de données axées sur l'humain pour évaluer l'impact des projets qui associent l'élaboration et la mise en œuvre de politiques au niveau national au changement de normes et de comportements au niveau communautaire avec une forte composante droits de l'homme.

Les critères de sélection essentiels comprennent :

- Vaste expérience en évaluation de projets (au moins 5 ans), gestion de projets de recherche et, idéalement, dans la mise en œuvre de programmes avec des partenaires ;
- Connaissance des droits de l'homme et de l'enfant, notamment les questions de d'esclavage, de traite et d'exploitation ;
- Capacité à dialoguer avec un large éventail de parties prenantes (personnel des ONG, représentants du gouvernement, figures traditionnelles, etc.), en s'appuyant sur leurs expériences pour rédiger des conclusions et des recommandations ;

- Forte capacité à analyser les entretiens, les groupes de discussion et d'autres formes de données pour en tirer des conclusions et des recommandations fortes et pertinentes ;
- Maîtrise du français (essentiel) ;
- Parler le Wolof est considéré comme un atout majeur ;
- Basé au Sénégal, avec une connaissance solide de la question talibé au Sénégal et/ou dans la sous-région, et du contexte socio-politique sénégalais ;
- Indépendant de tous les partenaires ;
- Volonté et capacité de se rendre dans les différentes régions du Sénégal pour mener des recherches sur le terrain, conformément à toute restriction du COVID-19 et autres considérations de santé et de sécurité.

L'évaluation peut être entreprise par un consultant individuel ou un consultant principal avec un associé.

6. Paiement et budget

Anti-Slavery gèrera tous les coûts nécessaires à la mise en œuvre de l'étude.

Les honoraires de l'évaluateur sont de 370 US\$ par jour. Tous les frais de voyage, y compris l'hébergement, les indemnités journalières, les déplacements locaux et la sécurité (si nécessaire) seront couverts par Anti-Slavery International et la logistique de la mission sera prise en charge par Tostan et la RADDHO.

Le paiement sera effectué en deux fois:

- 40% du montant convenu à payer dans la semaine suivant la signature du contrat
- 60% du montant convenu à payer après la finalisation et la soumission des rapports finaux et la validation par ASI et partenaires des produits finis

7. Candidature et délais

Les candidats qui désirent postuler doivent préparer et envoyer par courrier électronique les éléments suivants :

- CV
- Lettre de motivation
- Une note de cadrage (pas plus de 2 pages) proposant une méthodologie pour la réalisation de l'évaluation, le calendrier estimé, le plan de travail des activités décrivant le nombre de jours alloués par activité et les frais (hors frais de déplacement et autres dépenses).
- Au moins deux exemples d'évaluations (ou rapports) récentes (publiées de préférence)

Le candidat retenu devra soumettre deux références (de préférence une universitaire et une professionnelle).

ASI traite de la protection de tous nos collaborateurs, partenaires et bénéficiaires avec le plus grand sérieux. Une vérification des antécédents sera donc effectuée avant la signature du contrat.

La date limite de dépôt des candidatures est le 14 Mars avec des entretiens via Skype / Zoom tenus la semaine suivante.

Veillez soumettre votre candidature par email aux trois adresses suivantes : jobs@antislavery.org ; azizniasse@gmail.com et ; mouhamedcherifdiop@tostan.org en utilisant la référence 'CONSULTANT DE RECHERCHE – EVALUATION SENEGAL' comme titre/sujet de l'email.